

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1824

[C - 2011/31311]

14 AVRIL 2011. — Arrêté 2010/1349 du Membre du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Le Membre du Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, l'article 29 inséré par l'arrêté du Collège du 29 avril 2004

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 6 octobre 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 février 2011;

Vu l'avis 49.293/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, aliéna 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur base du rapport établi par l'Administration,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'annexe 1ère à l'arrêté n° 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 avril 2011.

Pour le Collège :

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

Annexe à l'arrêté 2010/1349 du Membre du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Annexe 1^{re} à l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées - Fixation des critères et des modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

1. Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables aux demandes introduites à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente annexe. Les décisions individuelles antérieures restent valables jusqu'à leur date d'échéance.

1.1. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente annexe seront revus chaque année. Ils sont indiqués hors T.V.A.

1.2. Les frais afférents à la livraison ainsi que la taxe récupel sont intégrés dans les montants maxima de la présente annexe.

1.3. Un renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel visé ne réponde plus aux besoins spécifiques de la personne handicapée.

De même, le renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel présente une impossibilité de réparation attestée par le fournisseur ou que le coût de la réparation soit disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent.

Le délai de renouvellement, mentionné dans l'annexe pour certaines aides, s'établit par rapport à la date de facturation de la prestation précédente.

Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, une nouvelle prise en charge ne peut être envisagée que sur présentation du procès-verbal de la police. L'intervention ne pourra porter que sur les éventuels frais supplémentaires au montant couvert par l'assurance. Dès lors, la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et en fournir la preuve à l'administration, à défaut de quoi l'administration n'interviendra pas dans les frais de remplacement.

Ce point n'est pas d'application pour le point 5.3. de l'annexe (adaptation d'une voiture).

1.5. En vue de l'application de l'article 39 de l'arrêté du Collège, l'équipe pluridisciplinaire précise, dans sa décision, si la prestation devra faire l'objet d'un don, si elle n'est plus utilisée. Pour déterminer l'institution qui bénéficierait du don, l'avis de l'administration est requis.

1.6. Compte tenu des obligations et des objectifs des maisons de repos et résidences seniors certaines prestations sont exclues pour les personnes handicapées dans ce type d'institution.

Les prestations exclues sont les suivantes :

— aménagement immobilier et mobilier tel que prévu au point 7. de la présente annexe;

- équipement complémentaire tel que prévu au point 8. de la présente annexe (à l'exception de tout le matériel de conversion de signaux sonores en systèmes lumineux ou vibrants);
- biens d'équipement tel que prévu au point 9. de la présente annexe (à l'exception du lit réglable en hauteur électriquement et de la motorisation du fauteuil relax);
- entretien et réparation (pour les prestations précitées).

Toutes les autres prestations reprises dans cette annexe 1re peuvent être octroyées pour autant que la personne réponde aux conditions requises.

2. Aides à la communication

2.1 Vidéo-loupes et loupes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit après correction optique au meilleur oeil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10;
- soit un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une vidéo-loupe.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros, l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions générales

A l'exception de situations professionnelles complexes, les vidéo-loupes portables ne peuvent être cumulées avec un autre type de vidéo-loupe.

Les systèmes scolaires ou professionnels doivent être justifiés par une attestation scolaire ou professionnelle.

Une demande d'écran de taille supérieure à 19 pouces doit être dûment justifiée en raison de la pathologie.

Délai de renouvellement : 5 ans

2.1.1. Vidéo-loupes

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Système écran fixe (avec ou sans connexion PC (plateau compris))	4.300 euros
Système avec fonction double caméra	6.450 euros
Système connectable à l'ordinateur ou système portable	4.300 euros
Supplément pour écran supérieur à 19"	260 euros

2.1.2. Loupes

Intervention dans le coût limitée à :

Loupe électronique avec écran	1.500 euros
Loupe électronique de poche (avec ou sans option prise d'image)	800 euros

2.2. Transmetteur de son sans fil - Système FM

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience auditive qui justifie l'utilisation du matériel, à l'appui d'un rapport d'un service d'audiophonologie.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros, l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Transmetteur de son sans fil - Système FM	2.288 euros
---	-------------

2.3. Téléphone adapté ou aide pour téléphoner

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement au réseau ou le prix des communications.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une diminution auditive moyenne de 60db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage;
- soit une déficience de la parole ne permettant pas une expression orale fonctionnelle;
- soit, après correction optique au meilleur oeil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10, soit présenter un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une des prestations reprises ci-dessous.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'administration, un rapport médical est réclamé.

Si le handicap ne permet pas d'utiliser un appareil téléphonique avec amplificateur de son, l'octroi d'un fax peut être envisagé. Dans ce cas, l'intervention couvre uniquement le fax du demandeur, pas celui du correspondant.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Téléphone avec amplification de son et/ou flash incorporé (l'intervention prévue est diminuée de 51 euros, coût d'un appareil téléphonique standard)	240 - 51 soit 189 euros
Amplificateur pour appareil téléphonique	112 euros
Appareil GSM avec synthèse vocale (l'intervention prévue est diminuée de 50 euros, coût d'un GSM standard)	490 - 50 soit 440 euros
Appareil GSM permettant la fonction parlante (l'intervention prévue est diminuée de 50 euros, coût d'un GSM standard)	236 - 50 soit 186 euros
Synthèse vocale pour GSM	255 euros
Fax	135 euros

2.4. Machine à écrire le braille

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique à chaque oeil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);

— un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée et mentionnant si le demandeur est brailleux ou en cours d'apprentissage de l'écriture braille.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Machine mécanique (coffre compris)	900 euros
Machine électrique (coffre compris)	1.182 euros

2.5. Ordinateurs - imprimantes - écrans

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

— soit une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) empêchant l'écriture manuelle;

— soit, après correction optique au meilleur oeil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible l'écriture manuelle et présenter un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture sans l'usage d'un ordinateur.

— soit une dysarthrie sévère, une aphasie ou tout autre trouble des fonctions neurocognitives rendant indispensable l'usage d'un ordinateur ou d'un moyen de communication adapté.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);

— un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;

— une preuve que le demandeur possède des bases suffisantes pour l'utilisation de l'outil informatique ou qu'il suit une formation dans ce but.

Conditions générales

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs), sur base d'un document établi par le directeur de l'école, et précisant les capacités qu'a le demandeur à utiliser le matériel informatique sollicité.

L'intervention n'est pas accordée pour l'achat d'ordinateurs et d'imprimantes ordinaires utilisés :

— dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées;

— dans le cadre d'activités bénévoles;

— dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle axée sur l'informatique.

Une demande d'ordinateur portable par rapport à un fixe doit être motivée.

Une demande d'écran, de taille supérieure à 19 pouces pour un écran d'ordinateur et supérieure à 15,4 pouces pour un écran d'ordinateur portable, doit être dûment justifiée en raison de la pathologie.

Délai de renouvellement :

Le délai de renouvellement de l'intervention pour un ordinateur et une imprimante ordinaire est fixé au plus tôt à quatre ans.

Entretien et réparation

Aucune intervention ne peut être octroyée pour les réparations et les entretiens éventuels de ce matériel.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Ordinateur de bureau avec logiciels de base, clavier et souris y compris écran standard (17 pouces ou 19 pouces)	673 euros + 260 euros
Ordinateur de bureau avec logiciels de base, clavier et souris y compris écran supérieur à l'écran standard	673 euros + 400 euros
Ordinateur portable écran 15,4"	1.000 euros
Ordinateur portable écran de plus de 15,4"	1.200 euros
Imprimante ordinaire	122 euros
Ecran standard (17 pouces ou 19 pouces)	260 euros
Ecran supérieur au standard	400 euros
Appareil de communication de type « Tellus »	10.000 euros

2.6. Matériels spécifiques pour personnes aveugles ou malvoyantes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique au meilleur oeil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible l'écriture manuelle, ou un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros, l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);

— un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée. Ce justificatif, dans le cas particulier où le matériel est utilisé en éducation scolaire ou en formation professionnelle, doit provenir du directeur de l'établissement;

— la traduction de cours en braille, en grands caractères ou sur disquette, doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Barrette Braille :	5.807 euros
pour une version 40 ou 44 cellules braille	10.900 euros
pour une version 66 ou 70 cellules braille	12.109 euros
pour une version 80 cellules	
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.048 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.053 euros
Calculatrice parlante	562 euros
Dictaphone	350 euros
Imprimante Braille	3.739 euros
Logiciel de lecture d'écran	1.936 euros
— avec sortie vocale et braille	2.038 euros
— avec sortie vocale et braille et logiciel d'agrandissement	
Synthèse vocale	500 euros
Synthèse vocale langue supplémentaire	337 euros
Logiciel d'agrandissement	663 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères	174 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères avec scanner	367 euros
Scanner	193 euros
Lecteur Daisy	300 euros
Photocopies agrandies, par feuille	0,20 euros
Traduction de cours (y compris scannage ou encodage) en Braille, en grands caractères ou sur disquette ou CD-Rom, par page braille	1,56 euros
Enregistrement sur cassette 60 minutes	30 euros par cassette
Machine à lire (non cumulable avec un logiciel de reconnaissance de caractères)	2500 euros

2.7. Prestations horaires d'interprétariat en langue des signes ou de translittération

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une perte auditive justifiant son admission au Service bruxellois.

Conditions administratives

La demande doit être formulée par écrit et fera l'objet d'une décision qui détermine une période de validité. Durant cette période de validité, si la personne ne remplit plus les conditions d'octroi précisées dans la réglementation (dépend de l'Agence flamande VAPH, n'est plus domiciliée en Région bruxelloise ou fréquente une institution résidentielle pour adultes,...), elle se doit d'en avertir l'administration sous peine de devoir rembourser la prestation.

Cette décision limite le nombre de prestations horaires à 45 heures par an.

Si, à l'issue d'une année civile, les 45 prestations horaires n'ont pas été épuisées, celles-ci peuvent être utilisées l'année suivante. Le nombre d'heure de prestations est ainsi cumulable d'année en année pour autant que la période de validité de la décision ne soit pas dépassée. A l'issue de cette période de validité, les prestations horaires qui n'auraient pas été utilisées sont définitivement perdues.

Modalités

Le nombre de prestations horaires accordées par année civile s'élève à 45.	Valeur de la prestation : 45 euros / heure Eventuellement majoré des frais de déplacement, soit 4,52 euros pour la région de Bruxelles-Capitale et 10,46 euros pour les déplacements hors zone de Bruxelles.
--	---

Les prestations horaires sont délivrées par un service d'interprétation pour sourds conventionné ou agréé, sur base d'une décision individuelle prise par l'administration.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Collège, l'intervention est octroyée au service d'interprétation pour sourds qui a indemnisé les prestations.

3. Produits absorbants pour incontinents

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

— une prescription établissant qu'il souffre d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises de l'appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou suite à un trouble de développement psychomoteur, mental ou psychologique.

— être âgé d'au moins 4 ans;

— pour une première demande, le rapport médical doit préciser si la pathologie est acquise à vie ou est réversible.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est que la demande doit être formulée par écrit.

Conditions générales

L'intervention ne couvre en aucun cas les onguents et les poudres.

Délai de renouvellement :

Le délai de renouvellement de la demande est établi par l'équipe pluridisciplinaire qui détermine ainsi la durée de validité de la décision.

En fin de validité de la décision, celle-ci peut être renouvelée sur base des données médicales et/ou de toute autre donnée relative aux conditions d'octroi.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

par année civile	Nuit et jour	Nuit
Enfant à partir de 4 ans et jusqu'à 8 ans (ou jusqu'à 30 kg)	595 euros	120 euros
Adulte et enfant de plus de + de 8 ans (ou de + 30 kg)	930 euros	186 euros

4. Matériel anti-escarres

4.1. Coussins anti-escarres

Le coussin anti-escarres est une prestation prévue dans la nomenclature de l'INAMI. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé.

Conditions médicales et administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— une copie du dossier guichet unique comprenant les éléments suivants :

— la preuve du refus de l'assurance obligatoire soins de santé;

— un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage continu;

— un devis détaillé

— un justificatif concernant l'usage d'une seconde voiturette.

Conditions générales

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement du coussin anti-escarres avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé à savoir que le demandeur doit fournir :

— soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;

— soit une attestation d'un prestataire agréé par l'INAMI déclarant que le coussin anti-escarres est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

Le coussin anti-escarres doit figurer sur la liste des coussins anti-escarres susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

Sous peine de refus, l'achat du coussin ne peut être antérieur à la décision de l'assurance obligatoire soins de santé.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

la valeur du coussin anti-escarres fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

4.2. Matelas anti-escarres

4.2.1. Matelas (Prévention d'escarres)

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un risque d'escarres.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— un devis détaillé

— un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Matelas type 1 (prévention d'escarres)	306 euros
--	-----------

4.2.2. Matelas (Risque élevé d'escarres et ou antécédent d'escarres)

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un risque élevé d'escarres.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

— un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);

— un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Matelas type 2 (un risque élevé d'escarres)	1.638 euros
---	-------------

5. Aides à la mobilité

5.1. Voiturette et adaptations

La voiturette (y compris ses adaptations) est une prestation prévue dans la nomenclature de l'INAMI. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service bruxellois francophone des Personnes handicapées, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que soit dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé soit exclusivement pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'INAMI et reprises ci-dessous.

Conditions spécifiques

Possibilité de cumul :

L'administration intervient dans le coût d'une voiturette supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne handicapée lorsque, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2e voiturette est prescrite et justifiée en raison d'une utilisation bien définie.

Pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'INAMI :

Les adaptations voiturettes accordées sont celles qui ne sont pas codifiées par la nomenclature INAMI et qui concernent uniquement :

— des porte-appareils (cane, respirateur,...) indispensables à la personne,

— des fixations taxi,

— le chauffage pour les mains.

Toutes les autres adaptations ne sont pas remboursables par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

Conditions médicales et administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est une copie du dossier guichet unique.

Conditions générales

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé à savoir que le demandeur doit fournir :

— soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;

— soit une attestation d'un prestataire agréé par l'INAMI déclarant que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

La voiturette doit figurer sur la liste des voiturettes susceptibles d'être remboursées par l'assurance obligatoire soins de santé.

Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

la valeur de la voiturette fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

5.2. Buggy-major

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé, doit présenter :

- des difficultés importantes à la marche;
- être âgé d'au moins 4 ans.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Buggy-major	360 euros
-------------	-----------

5.3 Adaptation d'une voiture

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé, doit présenter une déficience justifiant l'adaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) (agréé dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire);
- si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions et les adaptations; le candidat au permis de conduire doit fournir une attestation d'aptitude à la conduite;

Conditions générales

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

Aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques, la direction assistée et la climatisation du véhicule.

Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

Renouvellement :

— comme mentionné au point 1.4. des conditions générales de la présente annexe, si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne handicapée doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance;

— en cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point suivant, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si l'administration a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

Délai de renouvellement :

- le délai est de 7 ans;
- ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé d'au moins 6 ans.

Entretien et réparation :

— aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 5.3.1., 5.3.2. et 5.3.3.;

— seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 11 de la présente annexe.

Modalités

A partir de 6 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année. La diminution maximale d'intervention est de 60 %.

Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date précise de la 1ère mise en circulation.

L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'agrément du véhicule transformé établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

Intervention dans le coût limitée à :

5.3.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.274 euros
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.140 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.783 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 euros
Transmission automatique	878 euros
Transmission semi-automatique	1.579 euros
Déplacement de la pédale d'accélérateur	275 euros
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	255 euros
Déplacement des commandes électriques	1.834 euros
Boule vissée au volant	51 euros
Cache-pédale	214 euros

5.3.2. Adaptations pour fonctions secondaires

Réglage électrique du siège conducteur	793 euros
Siège ergonomique pour conducteur	1.495 euros
Ceinture de type harnais	225 euros

5.3.3. Différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule

Le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 8700 euros.

Accès au véhicule

Siège pivotant	1.019 euros
Siège pivotant sortant	1.274 euros
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.883 euros

Accès au véhicule avec le fauteuil roulant

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.803 euros
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	765 euros
Rails et kit de fixation	968 euros

Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité

Abaissement du plancher arrière	7.437 euros
Rehaussement du toit	693 euros
Aplanissement du plancher	693 euros

Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.868 euros
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.006 euros
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	5.603 euros

5.3.4. Contrôle technique des véhicules après l'installation de l'adaptation

Contrôle technique des véhicules lié à l'installation de l'adaptation	33 euros
---	----------

5.4. Cours spécifiques pour l'apprentissage ou l'évaluation de l'aptitude à la conduite automobile

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience justifiant des cours supplémentaires de conduite d'un véhicule automobile;
- soit une déficience justifiant l'adaptation du véhicule et entraînant des cours supplémentaires pour la conduite de ce véhicule.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) (agréé dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire);
- une attestation motivée d'un médecin-spécialiste;
- une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours supplémentaires nécessaires. Si le forfait de base (soit 6 heures) doit être dépassé, l'auto-école en attestera de manière motivée.

Conditions générales

Les cours doivent être destinés soit à déterminer l'aptitude à la conduite soit à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule automobile.

Modalités

Le nombre maximum d'heures est fixé à 15 heures pour l'apprentissage et à 15 heures pour la détermination de l'aptitude à la conduite. La demande ne peut être renouvelée.

Intervention forfaitaire de base (soit 6 heures)	252 euros
Par heure supplémentaire éventuellement nécessaire, sans dépasser 15 heures au total	42 euros

5.5. Cannes-béquilles

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience locomotrice justifiant l'usage permanent de cannes.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Canne de marche	17 euros
Canne avec appui coude	25 euros
Canne avec support d'avant-bras	77 euros
Canne tripode	37 euros
Canne quadripode	43 euros
Béquilles avec appui axillaire (la paire)	64 euros

5.6. Chien-guide

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique à chaque oeil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport réalisé par un organisme ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnu par les pouvoirs publics garantissant le bon dressage du chien destiné au demandeur et les bonnes aptitudes du demandeur.

Modalités

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

Intervention dans le coût limitée à :

Chien guide	5.000 euros
-------------	-------------

5.7. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- une déficience visuelle de 60% au moins;
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- une garantie que la formation est donnée par une institution agréée dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées et s'adresse à des personnes atteintes d'une déficience visuelle.

Conditions générales

Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours pour les adultes et plus de 200 heures pour les mineurs.

En cas de changement important ou durable dans les habitudes de déplacement, une formation complémentaire peut être prise en charge à raison de 20 heures de cours maximum.

A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis à l'administration par l'institution.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Par heure de formation	33 euros
------------------------	----------

5.8. Canne blanche

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- une déficience visuelle de 60 % au moins;
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un justificatif stipulant que le demandeur maîtrise les techniques de déplacement ou s'engage à suivre des cours dans ce but.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Canne blanche	96 euros
---------------	----------

6. Accompagnement pédagogique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience visuelle,
- soit une déficience auditive,
- soit une lésion neurologique centrale,
- soit de l'autisme,
- soit une déficience intellectuelle légère,
- soit une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative de l'administration.

Conditions administratives

Le demandeur doit suivre :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est que cette dernière doit être appuyée par un service agréé à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

Modalités

L'intervention a trait :

- à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire;
- aux prestations d'interprétariat en langue des signes ou de translittération
- à la coordination, la recherche d'accompagnateurs et leur encadrement.

Le maximum annuel est de :

- 450 heures pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle;
- 600 heures pour les personnes atteintes d'une déficience auditive;
- 250 heures pour les autres types de déficiences prévues sous le point des conditions médicales ci-dessus

Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération est réduit proportionnellement.

Ce nombre d'heures est majoré de maximum 20 heures par année scolaire et par personne handicapée ayant au moins bénéficié de 20 prestations horaires, en vue de couvrir le temps de prestation consacré à la coordination, la recherche d'accompagnateurs et leur encadrement.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Collège relatif aux dispositions individuelles d'intégration professionnelle, l'intervention est octroyée au service d'accompagnement pédagogique agréé qui a fourni les prestations.

Intervention dans le coût limitée à :

Par heure	33 euros
-----------	----------

7. Aménagement immobilier et mobilier

7.1. Construction ou transformation du logement

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - acte de bail enregistré, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'administration (un an par tranche de 533,59 euros + T.V.A.), sans que cette durée ne doive excéder 9 ans;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
- en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

Conditions générales

Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Aucune intervention n'est accordée pour la construction de terrasses.

Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des logements collectifs.

Renouvellement :

L'intervention maximale n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, dans le cas où le demandeur quitte le domicile parental où des aménagements ont déjà été effectués et ce, pour vivre de façon autonome, un nouveau montant maximal peut être octroyé.

Entretien et réparation :

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

Intervention dans le coût limitée à :

Construction ou transformation	12.000 euros
--------------------------------	--------------

7.2. Dispositif de changement de niveau

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du logement du demandeur;
- si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - acte de bail enregistré, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'administration (un an par tranche de 534 euros + T.V.A.), sans que cette durée ne doive excéder 9 ans;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
- en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.
- une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
 - être pourvu de la certification « CE »;
 - être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

7.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Systèmes en X pour petites élévations	3.597 euros
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.374 euros
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.789 euros
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.768 euros

7.2.2. Monte-escaliers

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.640 euros
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.206 euros
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.639 euros

7.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant

L'appareil doit servir essentiellement au domicile du demandeur.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.181 euros
---	-------------

7.2.4. Rampes d'accès amovibles

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Rampes d'accès amovibles	884 euros
--------------------------	-----------

7.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

7.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage

Conditions générales

La personne handicapée doit être conducteur de véhicule. Si elle ne l'est pas, le garage doit constituer pour elle le seul accès possible à l'habitation.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 euros
---	-----------

7.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Ouverture avec parlophone	710 euros
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.058 euros

8. Equipement complémentaire

Conditions générales

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de meubles, à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

Intervention dans le coût limitée à :

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.065 euros
---	-------------

9. Biens d'équipement

9.1. Lit et sommier réglage électriquement en hauteur

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Lit réglable électriquement (barrières comprises)	1.200 euros
---	-------------

9.2. Lève-personne

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'Administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

9.2.1. Lève-personne statique (de type perroquet)

Sur pied	204 euros
Adapté au lit	112 euros

9.2.2. Lève-personne électrique

Le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

Matériel sur roulettes	2.824 euros
Matériel suspendu par rail dans une pièce	4.779 euros
Matériel suspendu par rail dans plusieurs pièces	6.329 euros

9.2.3. Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie

Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie (disque de transfert compris)	1.050 euros
Lifter de bain de type « hamac » avec appui-tête et sangles	1470 euros

9.3. Siège

9.3.1. Siège percé

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège percé sans roulette	153 euros
Siège percé avec roulettes	250 euros
Siège percé avec assise spéciale, appui-tête, sangles,...	902 euros

9.3.2. Siège de douche

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège de douche mural	279 euros
Siège de douche muni de 4 petites roues, d'accoudoirs amovibles, percé ou non	442 euros
Siège de douche avec assise spéciale (sangles et cale-tête compris)	765 euros
Siège de douche avec assise spéciale accompagné d'un support ou d'un cadre mobile muni de roues bloquantes	1.360 euros

9.3.3. Siège de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter d'importantes difficultés au maintien dans la position assise.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège de bain	199 euros
Siège de bain avec assise type relax de bain, sangles et appui-tête ou siège orthopédique polyvalent de toilette	1.250 euros

9.3.4. Brancard de douche ou de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience importante rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Brancard sans réglage en hauteur	1.377 euros
Brancard avec réglage en hauteur	2.403 euros

9.3.5. Siège de travail ergonomique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Modèle avec vérin à gaz	1.038 euros
Modèle électrique et modulable	2.179 euros

9.3.6. Système de motorisation d'un fauteuil relax électrique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'administration un rapport médical est réclamé.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé (si le montant du devis excède 500 euros l'administration se réserve le droit de demander une ou plusieurs offres de fournisseurs différents);
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention uniquement pour la motorisation du fauteuil

Intervention dans le coût limité à :

Motorisation du fauteuil relax	530 euros
--------------------------------	-----------

10. Petit équipement

Conditions générales

Il doit s'agir de petits matériels destinés à procurer une autonomie accrue dans la vie quotidienne de la personne.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'administration un rapport médical est réclamé.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par des personnes valides

Intervention dans le coût limitée à :

coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	142 euros
par demandeur, le montant total des interventions pour le petit équipement ne peut dépasser	600 euros

11. Entretien et réparations de certaines aides

Conditions générales

Il doit s'agir d'une prestation qui a fait ou qui est susceptible de pouvoir faire l'objet d'une prise en charge par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, à l'exception :

- du point 7.1. Construction ou transformation;
- dans le point 2.5., des ordinateurs et imprimantes ordinaires;
- dans le point 5.3.1., de la transmission automatique.

Aucun entretien ne sera pris en compte pour le point 5.3 (adaptation voiture).

11.1. Entretien

Modalités

Intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à :

Entretien	10% de la valeur d'intervention dans l'achat
-----------	--

11.2. Réparation

Modalités

Intervention dans le coût des réparations limitée à :

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide
------------	---

Vu pour être annexé à l'arrêté 2010/1349 du Membre du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

Pour le Collège :

Le 14 avril 2011.

La membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 1824

[C — 2011/31311]

14 APRIL 2011. — Besluit 2010/1349 van het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Het Collegelid,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces; artikel 29 ingevoegd bij het besluit van het College van 29 april 2004;

Gelet op het advies van de afdeling Gehandicapte personen' van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 6 oktober 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 februari 2011;

Gelet op het advies nr. 49.293/4 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2011, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op grond van het verslag dat wordt opgesteld door de Administratie,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet in toepassing van artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Bijlage 1 van besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit is gevoegd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, op 14 april 2011.

Voor het College :

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap

Bijlage bij het besluit 2010/1349 van het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Bijlage 1 bij het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces - Vaststelling van de criteria en de modaliteiten voor de tegemoetkomingen in de individuele materiële hulpmiddelen die onmisbaar zijn voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

1. Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn van toepassing op de aanvragen die zijn ingediend vanaf de datum van het van kracht worden van deze bijlage. De vroegere individuele beslissingen blijven geldig tot hun vervaldatum.

1.1. Alle maximumbedragen of indicatieve bedragen die in deze bijlage worden vermeld, worden jaarlijks herzien. Ze zijn weergegeven exclusief btw.

1.2. De kosten in verband met de levering evenals de recupeltaks zijn opgenomen in de maximumbedragen van deze bijlage.

1.3. Een vervanging van het materiaal zoals vermeld in deze bijlage kan worden toegekend voor zover het materiaal in kwestie niet meer overeenstemt met de specifieke behoeften van de gehandicapte persoon. Evenzo kan de vervanging van het materiaal zoals vermeld in deze bijlage worden toegekend voor zover het materiaal niet kan worden hersteld, wat door de leverancier wordt bevestigd, of voor zover de kosten van de herstelling niet in verhouding staan tot die van nieuw en gelijkaardig materiaal.

De termijn van de vervanging, voor bepaalde hulpmiddelen vermeld in de bijlage, wordt bepaald in functie van de datum van de facturatie van de vorige prestatie.

1.4. Indien de prestatie moet worden vervangen of hersteld ingevolge schade of diefstal, kan de nieuwe tegemoetkoming alleen worden overwogen op voorlegging van het proces-verbaal van de politie. De tegemoetkoming kan alleen betrekking hebben op de eventuele kosten die hoger liggen dan het bedrag dat door de verzekering wordt gedekt. Derhalve moet de gehandicapte persoon de nodige schikkingen treffen op het gebied van verzekering en hiervan het bewijs aan de administratie leveren; bij gebrek daaraan zal de administratie niet in de vervangingskosten tegemoetkomen.

Dit punt is niet van toepassing op punt 5.3 van de bijlage (aanpassing van een voertuig).

1.5. Met het oog op de toepassing van artikel 39 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie preciseert het multidisciplinaire team in zijn beslissing of de prestatie het voorwerp van een gift moet uitmaken, indien het niet meer wordt gebruikt. Het advies van de Administratie is nodig om te bepalen welke instelling van de gift mag gebruikmaken.

1.6. Rekening houdende met de verplichtingen en de doelstellingen van de rusthuizen en de serviceresidenties worden bepaalde prestaties uitgesloten voor de gehandicapte personen in dit soort instelling. De uitgesloten prestaties zijn de volgende :

- inrichting roerend en onroerend goed zoals bedoeld in punt 7 van deze bijlage;
- aanvullende uitrusting zoals bedoeld in punt 8 van deze bijlage (met uitzondering van alle materiaal voor het converteren van geluidsignalen in licht- of trilsignalen);
- uitrustingsgoederen zoals bedoeld in punt 9 van deze bijlage (met uitzondering van elektrisch in de hoogte verstelbare bedden en motorisering van relaxzetels);
- onderhoud en herstel (voor de genoemde prestaties).

Alle andere in bijlage 1 vermelde prestaties kunnen worden toegekend, voor zover de persoon aan de vereiste voorwaarden voldoet.

2. Hulpmiddelen bij de communicatie

2.1 Videoloeven en loepen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel na optische correctie aan het beste oog een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen;
- ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en die door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die lezen zonder videoloep onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd

Algemene voorwaarden

Draagbare videoloeven mogen niet worden gecumuleerd met een andere soort videoloep.

De schoolsystemen of beroepssystemen moeten door een school- of beroepsgetuigschrift worden verantwoord.

De aanvraag voor een scherm dat groter is dan 19 inch, moet behoorlijk verantwoord zijn op basis van de pathologie.

Vervangingstermijn : 5 jaar

2.1.1. Videoloeven

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Systeem met vast scherm (met of zonder pc-aansluiting (plateau inbegrepen))	4.300 euro
Systeem met dubbele camerafunctie	6.450 euro
Systeem dat aan een computer aangesloten kan worden of draagbaar systeem	4.300 euro
Supplement voor scherm dat groter is dan 19 inch	260 euro

2.1.2. Loepen

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Elektronische loep met scherm	1.500 euro
Elektronische zakloep (met of zonder optie beeldopname)	800 euro

2.2. Draadloze geluidszender - FM-apparatuur

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aan het beste oor, zonder apparatuur, een gemiddeld gehoorverlies van ten minste 55 dB vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Draadloze geluidszender - FM-apparatuur	2.288 euro
---	------------

2.3. Aangepaste telefoon of telefoonondersteuning

De tegemoetkoming dekt in geen geval de aansluiting op het netwerk of de gesprekskosten.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel aan het beste oor, zonder apparatuur, een gemiddeld gehoorverlies van ten minste 60 dB vertonen;
- ofwel een spraakgebrek vertonen waardoor functioneel spreken niet mogelijk is;
- ofwel na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen; ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en die door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het lezen zonder het gebruik van één van onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Indien de handicap het niet mogelijk maakt een telefoonapparaat met geluidsversterking te gebruiken, dan kan de toekenning van een faxapparaat worden overwogen. In dat geval dekt de tegemoetkoming alleen de fax van de aanvrager en niet die van de correspondent.

Administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Telefoon met geluidsversterking en/of ingebouwde flash (voorziene tussenkomst verlaagd met 51 S, kosten van een standaardtelefoon toestel)	240 - 51 hetzij 189 euro
Versterker voor een telefoon toestel	112 euro
Gsm-toestel met spraakherkenning (voorziene tussenkomst verlaagd met 50 euro, kosten van een standaard gsm)	490 - 50 hetzij 440 euro
Gsm-toestel met spreekfunctie (voorziene tussenkomst verlaagd met 50 euro, kosten van een standaard gsm)	236 - 50 hetzij 186 euro
Stemsynthese voor een gsm	255 euro
Fax	135 euro

2.4. Brailleschrijfmachine

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager na optische correctie aan elk oog ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd en waarin vermeld wordt of de aanvrager braille kent of een opleiding braille volgt.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Mechanische machine (koffer inbegrepen)	900 euro
Elektrische machine (koffer inbegrepen)	1.182 euro

2.5. Computers - printers - schermen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

— ofwel een aanzienlijke functionele deficiëntie van de bovenste ledematen vertonen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming,...), waardoor met de hand schrijven moeilijk wordt;

— ofwel na optische correctie aan het beste oog een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen, waardoor met de hand schrijven zeer moeilijk of onmogelijk wordt; ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en die door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het schrijven zonder computer onmogelijk maakt.

— ofwel een zware articulatiestoornis, een afasie of een andere neurocognitieve stoornis vertonen, die het gebruik van een computer of een ander aangepast communicatiemiddel noodzakelijk maken.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een bewijs dat de aanvrager voldoende basiskennis beschikt om het informatica-instrument te gebruiken of dat hij daartoe een opleiding volgt.

Algemene voorwaarden

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informatica-apparatuur die in het gespecialiseerd onderwijs wordt gebruikt, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken), op basis van een document dat door het schoolhoofd is opgesteld en waarin de capaciteiten worden gepreciseerd waarover de gebruiker beschikt om de gevraagde informatica-apparatuur te gebruiken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend voor de aankoop van gewone computers en printers die worden gebruikt :

- in het kader van bezoldigde beroepsactiviteiten;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- in het kader van een schoolopleiding of een beroepsopleiding gericht op informatica.

Een aanvraag voor een draagbare computer ten opzichte van een vaste computer moet gemotiveerd zijn.

Een aanvraag voor een scherm dat groter is dan 19 inch voor een computerscherm en dat groter is dan 15,4 inch voor een laptop, moet behoorlijk verantwoord zijn op basis van de pathologie.

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijn voor de tegemoetkoming voor een gewone computer of printer is vastgesteld op ten minste vier jaar.

Onderhoud en herstel :

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud en het herstel van dit materiaal.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Kantoor-pc met basissoftware, toetsenbord en muis, standaardscherm inbegrepen (17 inch of 19 inch)	673 euro + 260 euro
Kantoor-pc met basissoftware, toetsenbord en muis, groter scherm dan standaardscherm inbegrepen	673 euro + 400 euro
Draagbare pc met scherm van 15,4 inch	1.000 euro
Draagbare pc met scherm van meer dan 15,4 inch	1.200 euro
Gewone printer	122 euro
Standaardscherm (17 inch of 19 inch)	260 euro
Scherm groter dan standaardscherm	400 euro
Communicatietoestel van het tellustype	10.000 euro

2.6. Specifiek materiaal voor blinden en slechtzienden

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager, na optische correctie aan het beste oog een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen, waardoor met de hand schrijven zeer moeilijk of onmogelijk wordt; ofwel een functionele balans voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en die door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een gezichtsdeficiëntie vertoont die het schrijven of het lezen zonder het gebruik van één of meer van de onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd. In het bijzondere geval dat het materiaal wordt gebruikt voor een schoolopleiding of een beroepsopleiding, moet dit verantwoordingsstuk uitgaan van de directeur van het etablissement;
- de vertaling van lessen in brailleschrift, in grote letters of op diskette moet worden verwezenlijkt door een door de overheid erkende instelling.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Brailleleeslijn :	5.807 euro
— voor een versie met 40 of 44 braillecellen	10.900 euro
— voor een versie met 66 of 70 braillecellen	12.109 euro
— voor een versie met 80 braillecellen	
Elektronische bloknoot met stemsynthese	8.048 euro
Elektronische bloknoot met stemsynthese en software voor schermlezen	11.053 euro
Sprekende rekenmachine	562 euro
Dictafoon	350 euro
Brailleprinter	3.739 euro

Software voor schermlezen — met vocale en braille-output — met vocale en braille-output en software voor uitvergroting	1.936 euro 2.038 euro
Stemsynthese Stemsynthese bijkomende taal	500 euro 337 euro
Software voor uitvergroting	663 euro
Software voor karakterherkenning Software voor karakterherkenning met scanner Scanner	174 euro 367 euro 193 euro
Daisy-speler	300 euro
Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 euro
Vertaling van lessen (ook scannen en coderen) in braille, in grote letters of op diskette of cd-rom, per braillebladzijde	1,56 euro
Cassetteopname 60 minuten	30 euro per cassette
Leesmachine (niet cumuleerbaar met een software voor karakterherkenning)	2.500 euro

2.7. Uurprestaties voor gebarenvertolking of transliteratie

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een gehoorverlies aantonen dat zijn toelating tot de Brusselse Dienst verantwoordt.

Administratieve voorwaarden

De aanvraag moet schriftelijk zijn opgesteld en moet het voorwerp uitmaken van een beslissing waarin een geldigheidsduur is bepaald. Gedurende de geldigheidsperiode moet de persoon, indien hij de in het reglement gepreciseerde toekenningsvoorwaarden niet meer vervult (van het Vlaams Agentschap VAPH afhangen, niet meer in het Brussels Gewest woonachtig zijn of een residentiële instelling voor volwassenen bezoeken,...), de Administratie hiervan verwittigen op straffe van terugbetaling van de prestatie.

Door deze beslissing wordt het aantal uurprestaties beperkt tot 45 uur per jaar.

Wanneer, op het einde van het kalenderjaar, de 45 uurprestaties niet zijn uitgeput, dan kunnen ze naar het volgende jaar worden overgedragen. Zo is het aantal uurprestaties cumuleerbaar van jaar tot jaar voor zover de geldigheidsperiode van de beslissing niet werd overschreden. Op het einde van deze geldigheidsperiode gaan de uurprestaties die niet uitgeput zijn definitief verloren.

Modaliteiten

Het aantal uurprestaties toegekend per kalenderjaar bedraagt 45	Waarde van de prestatie : 45 euro / uur Eventueel verhoogd met verplaatsingskosten, hetzij 4,52 euro voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 10,46 euro voor verplaatsingen buiten de zone Brussel
---	--

De uurprestaties worden door een erkende of met tariefafpraak werkende Gebarentolkendienst voor doven afgeleverd, op basis van een individuele beslissing van de Administratie.

In afwijking van artikel 18, 1e lid van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt de tegemoetkoming toegekend aan de Gebarentolkendienst voor doven die de prestaties heeft uitgevoerd.

3. Absorberende producten voor incontinenten personen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

— een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij overdag en/of 's nachts aan urine- en/of fecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische mergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het urine- of darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een achterstand in de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling;

— ten minste 4 jaar oud zijn;

— voor een eerste aanvraag moet in het medisch verslag worden gepreciseerd of het om een levenslange pathologie gaat, dan wel om een omkeerbare pathologie.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een schriftelijke formulering van de aanvraag.

Algemene voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval zalven en poeders.

Vervangingstermijn :

De verlengingstermijn van de aanvraag wordt door het multidisciplinaire team opgesteld, dat op die manier de geldigheidsduur van de beslissing bepaalt.

Bij afloop van de geldigheid van de beslissing kan deze worden verlengd op basis van de medische gegevens en/of op basis van alle andere gegevens met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per kalenderjaar	Overdag en 's nachts	s nachts
Kind vanaf 4 jaar tot en met 8 jaar (of tot 30 kg)	595 euro	120 euro
Volwassene en kind ouder dan 8 jaar (of + 30 kg)	930 euro	186 euro

4. Materiaal ter preventie van doorligwonden

4.1. Kussens tegen doorligwonden

Een kussen tegen doorligwonden is een prestatie die wordt vermeld in de nomenclatuur van het RIZIV. De terugbetaling ervan door de verplichte zorgverzekering kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een Handicap, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op in het geval van een cumul of van een vroegtijdige vervanging.

Medische en administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een kopie van het dossier 'eenheidsloket' dat de volgende elementen bevat :
- het bewijs van de weigering van de verplichte zorgverzekering;
- een functioneel medisch verslag om de prestatie en het doorlopend gebruik ervan te motiveren;
- een gedetailleerde prijsopgave
- een verantwoordingsstuk betreffende het gebruik van een tweede rolstoel.

Algemene voorwaarden

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijnen van de Administratie zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast.

Verlenging :

De voorwaarden voor de vervanging van een kussen tegen doorligwonden vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast :

- ofwel moet de aanvrager een door de gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift voorleggen waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de deficiëntie de oorzaak van de aanvraag is;
- ofwel moet de aanvrager een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener voorleggen waarin wordt bevestigd dat het kussen tegen doorligwonden niet hersteld kan worden en dat de slijtage niet toe te schrijven is aan brutaal of ongepast gebruik.

Het kussen tegen doorligwonden moet op de lijst staan van de geregistreerde kussens tegen doorligwonden die mogelijk terugbetaald worden door de verplichte zorgverzekering.

Op straffe van weigering mag de aankoop van het kussen niet voorafgaan aan de beslissing van de verplichte zorgverzekering.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

de waarde van een kussen tegen doorligwonden, bepaald door de nomenclatuur van de verplichte zorgverzekering en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

4.2. Matrassen tegen doorligwonden

4.2.1. Matrassen (tegen doorligwonden)

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een risico op doorligwonden vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Matras type 1 (preventie van doorligwonden)	306 euro
---	----------

4.2.2. Matrassen (hoog risico op doorligwonden en/of doorligwonden in het verleden)

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een hoog risico op doorligwonden vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 5 jaar

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Matras type 2 (hoog risico op doorligwonden)	1.638 euro
--	------------

5. Hulpmiddelen voor de mobiliteit

5.1. Rolstoel en hulpstukken

De rolstoel (hulpstukken inbegrepen) is een prestatie die opgenomen is in de nomenclatuur van het RIZIV. De terugbetaling door de verplichte ziekteverzekering kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een Handicap, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op ofwel in het geval van een cumul of van een vroegtijdige vervanging ofwel uitsluitend voor aanpassingen die niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV en hieronder zijn vermeld.

Bijzondere voorwaarden

Mogelijkheden van cumul :

De Administratie komt tegemoet in de kosten van een bijkomende rolstoel naast deze waarover de gehandicapte persoon al beschikt, indien tijdens de verlengingstermijn van de door de verplichte ziekteverzekering toegekende prestatie, een tweede rolstoel wordt voorgeschreven en gerechtvaardigd vanwege een welbepaald gebruik.

Voor hulpstukken die niet voorzien zijn in de nomenclatuur van het RIZIV :

De toegestane hulpstukken voor rolstoelen zijn die welke niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV en hebben alleen betrekking op :

- apparaathouders (wandelstok, respirator,...) die voor de persoon onmisbaar zijn;
- taxibevestiging;
- verwarming voor de handen.

Alle andere hulpstukken worden niet terugbetaald door de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een Handicap.

Medische en administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een kopie van het dossier 'eenheidsloket'.

Algemene voorwaarden

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijnen van de Administratie zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast.

Verlenging :

De voorwaarden voor de vervanging van een rolstoel vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte zorgverzekering worden toegepast, namelijk :

- ofwel moet de aanvrager een door de gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift voorleggen waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de deficiëntie de oorzaak van de aanvraag is;
- ofwel moet de aanvrager een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener voorleggen waarin wordt bevestigd dat de rolstoel niet hersteld kan worden en dat de slijtage niet toe te schrijven is aan brutaal of ongepast gebruik.

De rolstoel moet op de lijst staan van de geregistreerde rolstoelen die mogelijk terugbetaald worden door de verplichte zorgverzekering.

De weigering tot tegemoetkoming van de verplichte zorgverzekering kan de aanvrager niet ten laste worden gelegd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

de waarde van de rolstoel en zijn accessoires, bepaald door de nomenclatuur van de verplichte zorgverzekering en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

5.2. Buggy-major

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- grote moeilijkheden bij het lopen vertonen;
- ten minste 4 jaar oud zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Buggy-major	360 euro
-------------	----------

5.3 Aanpassing van een voertuig

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een handicap vertonen die de aanpassing rechtvaardigt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van het Belgisch Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten (C.A.R.A.) (erkend in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs);
- indien de aanvrager het voertuig zelf bestuurt, een afschrift van zijn rijbewijs, met daarin de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen; de kandidaat voor een rijbewijs moet een bewijs van rijbekwaamheid overhandigen.

Algemene voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing op een tweedehands gekocht voertuig.

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor de standaardafstandsbediening, de centrale vergrendeling van deuren, de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels, de stuurbevestiging en de klimaatregeling van het voertuig.

Indien de aanvrager passagier is, kan de aanvraag slechts betrekking hebben op inrichtingen voor toegang tot het voertuig.

Verlenging :

Zoals vermeld in punt 1.4. van de algemene voorwaarden van deze bijlage, indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, dan wordt de aanpassing geen tweede keer bekostigd. De gehandicapte persoon moet dus de nodige maatregelen op het gebied van verzekeringen treffen;

— In het geval van vervanging van het voertuig vóór de termijn vermeld in het volgende punt, is een tegemoetkoming voor de vervanging van de aanpassing slechts mogelijk indien de Administratie eerst haar instemming heeft gegeven voor de vervanging van het voertuig ingevolge het intensief professioneel gebruik ervan of een verergering van de handicap.

Vervangingstermijn :

- de termijn bedraagt 7 jaar;
- deze termijn wordt teruggebracht op 3 jaar voor aanpassingen die uitgevoerd worden op een voertuig dat ten minste 6 jaar oud is.

Onderhoud en herstel :

— er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud van aanpassingen voor voertuigen vermeld onder punten 5.3.1., 5.3.2. en 5.3.3.;

— alleen de kosten van de gerichte reparaties (uitgezonderd automatische transmissie) kunnen overwogen worden in de voorwaarden voorzien onder punt 11 van deze bijlage.

Modaliteiten

Vanaf een leeftijd van 6 jaar van het voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming verminderd met 20 % per jaar. De maximale vermindering bedraagt 60 %.

Om de leeftijd van de wagen te bepalen, wordt rekening gehouden met de precieze datum van de eerste inverkeerstelling van het voertuig.

De tegemoetkoming kan slechts worden betaald op voorlegging van een afschrift van het erkenningstest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire richtlijnen ter zake.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

5.3.1. Aanpassing betreffende het besturen

Gasklep en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.274 euro
Gasklep en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.140 euro
Bediening gasklep en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.783 euro
Bediening gasklep en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 euro
Automatische transmissie	878 euro
Halfautomatische transmissie	1.579 euro
Verplaatsing gaspedaal	275 euro
Inklapbaar of demonteerbaar gaspedaal en/of remmen	255 euro
Verplaatsing elektrische bediening	1.834 euro
Knop op stuur geschroefd	51 euro
Afgedekte pedaal	214 euro

5.3.2. Aanpassingen voor secundaire functies

Elektrische afstelling van bestuurderszetel	793 euro
Ergonomische bestuurderszetel	1.495 euro
Gorgel van het hernastype	225 euro

5.3.3. Verschillende aanpassingen voor toegang van de gehandicapte persoon tot het voertuig

Het totaalbedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de gehandicapte persoon toegang tot het voertuig geven, mag niet hoger zijn dan 8 700 euro.

Toegang tot het voertuig

Draaizetel	1.019 euro
Uitschuifbare draaizetel	1.274 euro
Personenlift voor wagen (niet voorzien voor rolstoel)	2.883 euro

Toegang tot het voertuig met rolstoel

Achter- of zijliftplatform	5.803 euro
Al dan niet uitschuifbaar hellend vlak, bevestigd aan het voertuig	765 euro
Rails en bevestigingskit	968 euro

Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid

Verlaging van de achtervloer	7.437 euro
Verhoging van het dak	693 euro
Vervlakking van de vloer	693 euro

Hulpmiddelen om een rolstoel in de wagen te laden

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor manueel plooibare rolstoel	1.868 euro
Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.006 euro
Laden in cabine via manoeuvreerbare arm + wijziging deur	5.603 euro

5.3.4. Technische controle van de voertuigen na de installatie van de aanpassing

Technische controle van de voertuigen verbonden aan het aanbrengen van de aanpassing	33 euro
--	---------

5.4. Specifieke rijlessen of beoordeling van de rijbekwaamheid

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een handicap vertonen die specifieke rijlessen voor een motorvoertuig rechtvaardigt;
- ofwel een handicap vertonen die de aanpassing van het voertuig rechtvaardigt en waarbij specifieke rijlessen voor het besturen van dit voertuig nodig zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een rapport van het Belgisch Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten (C.A.R.A.) (erkend in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs);
- een met redenen omkleed attest van een gespecialiseerde arts;
- een attest van een erkende rijsschool waarin het aantal nodige specifieke lessen is vermeld. Indien het basisforfait (6 uur) niet volstaat, legt de rijsschool dit met redenen omkleed uit.

Algemene voorwaarden

De lessen moeten gericht zijn op het bepalen van de rijbekwaamheid of op het leren besturen van het voertuig.

Modaliteiten

Het maximale aantal uren bedraagt 15 uur voor de rijlessen en 15 uur voor het vaststellen van de rijbekwaamheid. De aanvraag kan niet worden herhaald

Forfaitaire basistegemoetkoming (hetzij 6 uur)	252 euro
Per bijkomend uur dat eventueel nodig blijkt, zonder het totale aantal van 15 uur te overschrijden	42 euro

5.5. Wandelstokken - krukken

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een bewegingsstoornis vertonen die het permanente gebruik van wandelstokken rechtvaardigt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Wandelstok	17 euro
Wandelstok met elleboogsteun	25 euro
Wandelstok met voorarmsteun	77 euro
Driepotige wandelstok	37 euro
Vierpotige wandelstok	43 euro
Kruk met okselsteun (per paar)	64 euro

5.6. Geleidehond

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager na optische correctie aan elk oog ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van een instelling die de integratie van blinde personen tot doel heeft en die door de overheid is erkend voor het goede africhten van honden bestemd voor de aanvrager, evenals de vaardigheden van de aanvrager.

Modaliteiten

De tegemoetkoming dekt alle aankoopkosten van de hond (in het bijzonder de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en dressuurkosten, diverse kosten zoals die van verzekering en dierenarts, eventueel verblijfkosten van de gehandicapte persoon).

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Geleidehond	5.000 euro
-------------	------------

5.7. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- een visuele handicap van ten minste 60 % vertonen;
- een voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een garantie dat de opleiding wordt gegeven door een erkende instelling in het kader van een wetgeving betreffende de integratie van gehandicapte personen en zich richt tot personen die een visuele handicap vertonen.

Algemene voorwaarden

Het lesprogramma kan niet meer dan 100 lessen bevatten voor cursussen voor volwassenen en niet meer dan 200 uur voor minderjarigen.

In geval van een omvangrijke en duurzame wijziging in de verplaatsingsgewoonten kan een aanvullende opleiding van maximaal 20 lessen ten laste worden genomen.

Aan het eind van het lesprogramma moet de instelling aan de Administratie een evaluatieverslag van de opleiding overhandigen.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per opleidingsuur	33 euro
-------------------	---------

5.8. Witte stok

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- een visuele handicap van ten minste 60 % vertonen;
- een voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een verantwoordingsstuk waaruit blijkt dat de aanvrager de verplaatsingstechnieken beheerst of daartoe lessen volgt.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Witte stok	96 euro
------------	---------

6. Pedagogische begeleiding

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een visuele deficiëntie vertonen;
- ofwel een gehoordeficiëntie vertonen;
- ofwel een beschadiging van het centrale zenuwstelsel vertonen;
- ofwel autistisch zijn;
- ofwel een lichte intellectuele deficiëntie vertonen;

— ofwel een andere lichte deficiëntie vertonen waarvoor, op basis van een gedetailleerd multidisciplinair verslag, is vastgesteld dat pedagogische begeleiding onontbeerlijk is.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Op initiatief van de Administratie kan een psycho-pedagogisch onderzoek van de vaardigheden van de aanvrager worden verlangd.

Administratieve voorwaarden

De aanvrager moet :

- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies volgen, erkend door één van de drie Gemeenschappen;
- ofwel een door de Belgische overheid georganiseerde, erkende of betoelaagde beroepsopleiding volgen.

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is de ondersteuning van de aanvraag door een daartoe door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées erkende dienst.

Modaliteiten

De tegemoetkoming heeft betrekking op :

- de specifieke pedagogische hulp voor studenten of stagiairs;
- de tolkprestaties in gebarentaal of transliteratie;
- de coördinatie, het zoeken van begeleiders en hun omkadering.

Het jaarlijks maximum bedraagt :

- 450 uur voor personen met een visuele deficiëntie;
- 600 uur voor personen met een gehoordeficiëntie;
- 250 uur voor de overige soorten deficiënties die voorzien zijn onder de hierboven vermelde medische voorwaarden.

Wanneer de duur van het onderwijs of de opleiding geen volledig voltijds uurrooster dekt, wordt het maximumaantal in aanmerking genomen uren verhoudingsgewijs verminderd.

Dit aantal uren wordt vermeerderd met maximaal 20 uur per schooljaar en per gehandicapte persoon die ten minste 20 uurprestaties heeft gebruikt, met het oog op het dekken van de prestatietijd die werd besteed aan de coördinatie, het zoeken van begeleiders en hun omkadering.

In afwijking van artikel 18, 1e lid van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen voor de inschakeling van gehandicapte personen in het arbeidsproces, wordt de tegemoetkoming toegekend aan de erkende pedagogische begeleidingsdienst die de prestaties heeft uitgevoerd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per uur	33 euro
---------	---------

7. Inrichting roerend en onroerend goed

7.1. Bouw en verbouwing van woning

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een bewegingshandicap vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- ofwel een neurologische handicap vertonen waarvan de ernst de gevraagde inrichting rechtvaardigt;
- ofwel een hart-longhandicap vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- indien de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de gehandicapte persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur :
 - een geregistreerd huurcontract, met een duur die in verhouding staat tot de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door de Administratie (één jaar per schijf van 533,59 euro + btw), zonder dat die duur langer moet zijn dan 9 jaar;

- indien de eigenaar familie of verwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

Algemene voorwaarden

De werken moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van woningen voor gehandicapte personen moeten worden nageleefd.

Er wordt geen tegemoetkoming toegekend voor de aanleg van terrassen.

Er wordt geen tegemoetkoming toegekend indien de werken voor collectieve woningen zijn bestemd.

Verlenging :

De maximale tegemoetkoming wordt slechts een keer toegekend. Indien de aanvrager echter de ouderlijke woning, waar aanpassingswerken werden uitgevoerd, verlaat, om zelfstandig te gaan leven, dan kan er opnieuw een maximaal bedrag worden toegekend.

Onderhoud en herstel :

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud en het herstel van bouw- of verbouwingswerken.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan opgesplitst worden, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag voorzien per aanvrager.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Bouw of verbouwing	12.000 euro
--------------------	-------------

7.2. Toestellen voor verticale verplaatsing

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- ofwel een ernstige neurologische handicap vertonen;
- ofwel een ernstige hart-longhandicap vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een rapport waarin de keuze en de plaatsing van het toestel in het licht van de configuratie van de woning van de aanvrager wordt gerechtvaardigd;
- indien de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de gehandicapte persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur :
 - een geregistreerd huurcontract, met een duur die in verhouding staat tot de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door de Administratie (één jaar per schijf van 534 euro + btw), zonder dat die duur langer moet zijn dan 9 jaar;
- indien de eigenaar familie of verwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.
- een verklaring van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende normen inzake veiligheid en eenvormigheid wordt bevestigd. Daartoe moet het toestel :
 - beschikken over een 'CE'-attest;
 - vergezeld gaan van een CE-aangifte voor eenvormigheid, opgesteld door de fabrikant.

7.2.1. Lift of platform

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Systemen in X voor kleine verplaatsingen	3.597 euro
Systemen voor verplaatsingen tot 3 m	12.374 euro
Systemen voor verplaatsingen van meer dan 3 m of lift	17.789 euro
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van het platform of de lift	1.768 euro

7.2.2. Traplift

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Traplift met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.640 euro
Traplift met stoel voor meer dan een verdieping	11.206 euro
Traplift met platform voor rolstoel	13.639 euro

7.2.3. Vervoerbare traplift voor rolstoel

Het toestel moet essentieel dienen om in de woning van de aanvrager gebruikt te worden.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Vervoerbare traplift voor rolstoel	5.181 euro
------------------------------------	------------

7.2.4. Verwijderbare toegangshelling

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Verwijderbare toegangshelling	884 euro
-------------------------------	----------

7.3. Toestellen voor openen en sluiten van deuren

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- ofwel een ernstige neurologische handicap vertonen;
- ofwel een ernstige hart-longhandicap vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

7.3.1. Afstandsbediening voor openen en sluiten van garagepoort

Algemene voorwaarden

De gehandicapte persoon moet een bestuurder van een voertuig zijn. Zo niet, dan moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de woning zijn.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Afstandsbediening voor openen en sluiten van garagepoort	710 euro
--	----------

7.3.2. Afstandsbediening voor openen en sluiten van inkomdeur

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Opening met parlofoon	710 euro
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.058 euro

8. Aanvullende uitrusting

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een handicap vertonen waarvan de aard en de uitrusting verantwoordt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan opgesplitst worden, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag voorzien per aanvrager.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor verschillende uitrustingen	2.065 euro
---	------------

9. Uitrustingsgoederen

9.1. Elektrisch in de hoogte verstelbaar bed en vering

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel gebruiker zijn van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Elektrisch verstelbaar bed (hekken inbegrepen)	1.200 euro
--	------------

9.2. Personenlift

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel gebruiker zijn van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

9.2.1. Statische personenlift (papegaaitype)

Op voet	204 euro
Aangepast aan het bed	112 euro

9.2.2. Elektrische personenlift

De in aanmerking genomen kosten omvatten de plaatsingswerken.

Materiaal op wielotjes	2.824 euro
Materiaal opgehangen op een spoor in een vertrek	4.779 euro
Materiaal opgehangen op een spoor in meerdere vertrekken	6.329 euro

9.2.3. Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen

Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen (rotatieschijf inbegrepen)	1.050 euro
Badlift van het hangmatttype met hoofdsteen en riemen	1.470 euro

9.3. Zetel

9.3.1. Doorboorde zetel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel gebruiker zijn van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Doorboorde zetel zonder wielotjes	153 euro
Doorboorde zetel met wielotjes	250 euro
Doorboorde zetel met speciale schelp, hoofdsteen, riemen,...	902 euro

9.3.2. Douchestoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een ernstige bewegingshandicap vertonen waardoor het moeilijk, en zelfs onmogelijk is om zonder steun rechtop te blijven staan.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

— een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Douchestoel aan de wand	279 euro
Douchestoel met 4 wielletjes, verwijderbare armsteunen, al dan niet doorboord	442 euro
Douchestoel met speciale schelp (riemen en hoofdsteun inbegrepen)	765 euro
Douchestoel met speciale schelp en steun of mobiel kader met blokkeerbare wielletjes	1.360 euro

9.3.3. Badstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager ernstige moeilijkheden vertonen om te kunnen blijven zitten.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

— een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

— een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Badstoel	199 euro
Badstoel met relaxschelp, riemen en hoofdsteun of polyvalente orthopedische toiletbril	1.250 euro

9.3.4. Brancard voor douche of bad

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een ernstige handicap vertonen die het gebruik van de douche of het bad bemoeilijkt of onmogelijk maakt zonder de gevraagde steun.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

— een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

— een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Brancard zonder hoogteregeling	1.377 euro
Brancard met hoogteregeling	2.403 euro

9.3.5. Ergonomische werkstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

— ofwel een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;

— ofwel gebruiker zijn van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

— een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);

— een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Model met hydraulische vijzel	1.038 euro
Elektrisch en moduleerbaar model	2.179 euro

9.3.6. Motoriseringsstelsel voor elektrische relaxzetel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

— ofwel een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;

— ofwel gebruiker zijn van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave (indien het bedrag van de prijsopgave hoger is dan 500 euro, dan behoudt de Administratie zich het recht voor één of meer offertes van verschillende leveranciers te vragen);
- een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

Alleen tegemoetkoming voor de motorisering van de zetel.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Motorisering van de relaxzetel	530 euro
--------------------------------	----------

10. Kleine uitrustingen

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om kleine uitrustingen die de gehandicapte persoon een grotere autonomie in het dagelijks leven bezorgen.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager ernstige functionele beperkingen vertonen die uit zijn handicap voortvloeien en die hem beletten bepaalde activiteiten uit te voeren zonder de gevraagde technische hulp.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de Administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

Het gegeven dat nodig is om de aanvraag te staven, is een verantwoordingsstuk waarin de aanwending van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct van een uitrusting die door een valide persoon kan worden gebruikt.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

eenheidsprijs of toeslag ten opzichte van basisproduct moet lager zijn dan	142 euro
per aanvrager bedraagt het totaalbedrag van tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen	600 euro

11. Onderhoud en herstel van bepaalde hulpmiddelen

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om een prestatie die in aanmerking genomen is of kan worden door de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen, met uitzondering van :

- punt 7.1. : bouw en verbouwing;
- in punt 2.5. : gewone computers en printers;
- in punt 5.3.1. : automatische transmissie.

Voor punt 5.3. (aanpassing voertuig) wordt geen enkel onderhoud in aanmerking genomen.

11.1. Onderhoud

Modaliteiten

Jaarlijkse tegemoetkoming in de onderhoudskosten beperkt tot :

Onderhoud	10 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop
-----------	--

11.2. Herstel

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de herstelkosten beperkt tot :

Herstel	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, berekend over de totale duur van het gebruik van het hulpmiddel
---------	---

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2010/1349 van het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 99/262/A van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Voor het college :

14 april 2011.

Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap,

Mevr. E. HUYTEBROECK